

## REFUGIES

# Et maintenant intégrer, dit l'OCDE

**Pour l'OCDE, l'immigration va décroissant.**

Le moment est donc venu d'intégrer des réfugiés, qui resteront « un certain temps ».

**L**e « pic » de la crise humanitaire des réfugiés « est derrière nous » et la priorité doit aller à l'intégration, estime l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) dans son rapport annuel sur les migrations, rendu public ce jeudi.

Les flux « sans précédent » observés à la fin 2015 et au début 2016 « ont diminué » depuis un an : les 72 000 débarquements de migrants venus d'Afrique sur les côtes européennes depuis le début de l'année, représentent « douze fois moins que dans la deuxième moitié de 2015 », souligne Stefano Scarpetta, directeur pour l'emploi, le travail et les affaires sociales à l'OCDE.

Mais « beaucoup de ceux qui sont arrivés en Europe pour fuir des pays en conflit resteront vraisemblablement un certain temps », et « il est désormais temps de se concentrer sur la

*manière d'aider ces gens à s'installer dans leurs nouveaux pays d'accueil » et à « s'intégrer sur le marché du travail », ajoute-t-il.*

## 1,5 million

En 2016, les pays de l'OCDE ont enregistré plus de 1,6 million de demandes d'asile, comme en 2015, dont « environ 1,5 million » ont été acceptés, souligne le rapport.

Pour la quatrième année consécutive, l'Allemagne a été le pays le plus sollicité (675 000 premières demandes d'asile). Suivent les États-Unis (260 000), l'Italie (120 000), la France et la Turquie (un peu moins de 80 000). Hors Allemagne, le nombre de demandes « a chuté de 25 % » dans les pays de l'OCDE entre 2015 et 2016.

Près de la moitié des demandes provenaient de Syrie, d'Afghanistan et d'Irak, avec de fortes spécificités nationales : Gambiens et Nigériens en Italie, Soudanais en France, Iraniens au Royaume-Uni.

Dans le sillage de la crise économique, « l'importance soudaine » de ces flux « a alimenté les inquiétudes de populations », souvent demandeuses de politiques « plus sélectives et restrictives », voire « d'une fermeture totale des frontières », note M. Scarpetta.

Et la plupart des pays ont durci leurs conditions d'accès et accéléré le rapatriement de demandeurs d'asile déboutés.

## « Prise de conscience »

Simultanément une « prise de conscience accrue de la nécessité de faciliter l'installation des réfugiés »

s'est produite. Et de nombreux acteurs se sont mobilisés dans ce but : pouvoirs publics, ONG, employeurs, syndicats... et « *la société civile au sens large* ».

Coût économique, impact sur les relations internationales : « *il s'agit désormais de faire des politiques d'intégration une priorité aux niveaux national et international* », ajoute le rapport.

« *Nous sommes à la croisée des chemins* », estime M. Scarpetta,

d'autant que les migrations ont atteint en 2016 leur plus haut niveau depuis 2007, année d'avant la crise économique : près de 5 millions de personnes sont entrées de façon permanente dans les pays de l'OCDE.

Les chiffres incluent réfugiés, migrations familiales et libre circulation : 1,5 million de permis d'études et 1,6 million de titres familiaux ont été délivrés en 2015, dernière année pour laquelle l'OCDE a des chiffres définitifs. ■

## L'Italie, saturée, veut fermer ses ports

La Commission européenne a appelé ce jeudi l'Italie, qui a menacé de bloquer l'entrée de ses ports à certains bateaux transportant des migrants, à n'en rien faire avant d'en avoir discuté avec les autres États et les ONG.

Confrontée à des arrivées continues sur ses côtes, l'Italie avait menacé mercredi de ne plus accepter l'entrée de ses ports aux bateaux étrangers transportant

des migrants secourus en Méditerranée.

Rome se plaint d'être livrée à elle-même face à la crise migratoire, et appelle à davantage de solidarité de la part de ses partenaires européens. Le pays a enregistré depuis le début de l'année plus de 73 300 arrivées de migrants, en provenance de Libye pour la plupart.

« *Nous comprenons les inquiétudes de l'Italie et soutenons son appel à un changement de la situation* », a déclaré une porte-parole de la Commission, Natasha Bertaud. Mais « *tout changement de politique devrait d'abord être discuté avec les autres États-membres et aussi communiqué correctement aux ONG qui utilisent ces bateaux pour qu'elles aient le temps de se préparer* », a-t-elle noté.